



CDAS du 26 Novembre 2019

DECLARATION LIMINAIRE

Le CDAS de ce jour intervient à un moment charnière de notre administration. À savoir la casse totale de la DGFIP avec la géographie revisitée chère à notre ministre mr Darmanin. Les autres directions de notre ministère ne sont pas épargnées. Pour les douanes, le rapport Gardette va supprimer 700 emplois sans les transférer à la dgfip les collègues arrivés pour le Brexit 600 personnes ne savent toujours pas leur affectation finale .

Les attaques ne sont pas que dans notre ministère au niveau fonction publique aussi avec la casse des cap qui ne serviront plus à grand-chose, à noter quand même la création d'une cap de licenciement.

Sur un plan plus général, la réforme programmée des retraites va impacter tous les salariés avec soit, plus d'annuité de travail , soit une baisse conséquente de la pension.

C'est pour cela que la CGT finances appelle à la grève le 5 décembre avec une manifestation dès 9h30 place de la résistance à Tourcoing pour tous les fonctionnaires et une manifestation régionale à Lille porte de Paris à 14h30.

Nous souhaitons la bienvenue au nouveau délégué Michel Malderez que nous voyons aujourd'hui pour la première fois dans une instance officielle.

On profite de votre présence pour réitérer les revendications de la CGT en ce qui concerne l'action sociale .

Nous demandons que L'action sociale soit à 3 % de la masse salariale pour les actifs et d'y ajouter 3% pour les pensionnés, nous demandons aussi le 1 % logement comme dans le privé.

la CGT milite pour une restauration collective de qualité et de proximité à faible coût. Si ce n'est pas possible le titre restaurant reste un palliatif , nous réclamons aussi son passage à 10 euros.

Nous réclamons que les places en crèche soient en nombre suffisant ainsi que le nombre de logements.

Pour la CGT l'État employeur devrait, comme dans le privé, prendre en charge la moitié de la mutuelle et non lui donner une obole comme actuellement.

Lors du groupe de travail sur l'EPAF et le CNAS, du 4 juillet, nous avons découvert que l'État et le ministère voulaient vendre de nombreux sites touristiques. La CGT s'oppose à cela. Nous avons bien compris que le but est de transférer les sites rentables au privé, en supprimant de nombreux emplois.

Nous avons eu des remontées sur le fait que le nouveau site de l'epaf n'était pas intuitif et qu'il faudrait garder un catalogue papier.

Nous avons appris que la direction voulait fusionner les associations, epaf agraf alpaf uniquement pour des raisons d'économie et de suppression d'emploi sans se soucier de leurs spécificités, la cgt s'opposera à ce projet néfaste pour les agents.

Nous saluons le travail des assistantes sociales qui est précieux pour les collègues. Nous parlerons du rapport lors de la séance.

Il y a deux ans, nous avons réussi tous ensemble qu'aucun restaurant administratif ne ferme dans le nord, aujourd'hui, nous avons des craintes sur la pérennité de certains ; d'autant plus, que la géographie revisitée pourrait passer par là, exemple Tourcoing qui perdrait une vingtaine de rationnaires.

La CGT dénonce globalement la géographie revisitée et l'on voit que même notre cdas sera impacté.

La réserve de 5 % qui nous a été volé en début d'année, ne nous a été restituée qu'à hauteur de 2 %.

Pour la première année, cette réserve concernait le cal, nous réitérons notre demande de réaffectation pour les 3 % manquant.

De même, nous demandons, une nouvelle fois qu'une formation, jamais mise en place, soit dispensée aux membres du cdas ainsi qu'aux experts.

COMPTE RENDU

Pas de commentaires de l'Administration sur la déclaration liminaire.

M. Romont souhaite la bienvenue aux nouveaux participants du CDAS 59

A) Pour l'approbation des PVs, la CGT refuse de voter les PVs de septembre du fait des boycotts liés au mouvement social.

B) Compte-rendu du CNAS du 4 juillet

L'Administration nous présente le compte-rendu du 4 juillet : la CGT dénonce le projet de fusion des Associations (EPAF, ALPAF, AGRAF, ATSCAF,...).

Pour la CGT, ce projet est synonyme de destruction d'emplois et de moins disant en termes d'action sociale. Ces Associations n'ont pas le même champ d'activité et leur fusion les rendraient moins efficaces car elles n'ont pas le même champ d'activité. En ce qui concerne les résidences des centres de vacances, la logique est de vendre les plus rentables, « car le privé ne veut pas des autres », la logique des acquéreurs potentiels est de supprimer des emplois, ce qui serait néfaste pour le tourisme social.

Il est à noter que l'audit préconisait une autre solution à savoir faire des travaux dans les centres vétustes, le Secrétariat Général a balayé cette proposition (qui avait l'aval de la parité syndicale) d'un revers de main.

De plus, la CGT se prononce contre la régionalisation des structures de l'action sociale et veut conserver un service départemental au plus près des agents.

C) CESU :

Depuis le début de la mise en place des CESU 6/12 ans, la CGT dénonce les problèmes récurrents auprès des mairies et des prestataires qui refusent ce mode de paiement.

Force est de constater qu'aujourd'hui, le problème n'est pas résolu, le Président du CDAS va prendre attache auprès des maires pour populariser ce mode de paiement

D) Les syndicats sont interpellés par le secrétariat pour trouver des projets innovants avec un budget supplémentaire.

Si vous avez des idées, n'hésitez pas à en parler à votre représentant CGT

E) Compte-rendu d'activité de l'Action sociale 2018

16 sites où les Assistantes Sociales font des permanences sur l'ensemble du département

Le nombre d'aides financières accordées en 2018 est en baisse significative (-33%). Serais-ce dû à un manque d'information des collègues (résignation de certains d'entre eux).

Pour la CGT notre pouvoir d'achat ne s'améliore pas.

2 conférences ont eu lieu au cours de l'année 2018 :

Thèmes : la surcharge mentale et les économies au quotidien

Si vous rencontrez des difficultés, n'hésitez pas à contacter les Assistantes Sociales.

F) Pour la CGT, la réservation de berceaux n'est pas satisfaisante, actuellement 30 berceaux sont réservés sur le département, nous avons perdu 2 berceaux l'an dernier car les besoins n'étaient pas en adéquation avec les demandes.

la CGT exige que la réservation de berceaux soit possible sur le lieu de vie des agents sans perte de berceaux disponibles au niveau de la crèche des Marmottes.

Il faut donc de nouvelles prises de réservations de berceaux avec une hausse de budget.

Actuellement, pour réserver à la crèche, il vaut mieux avoir un emploi à temps complet. Or les nouvelles formes d'organisation du travail (télétravail, temps

partiel,...) pénalisent les demandes de places des agents concernés. Il serait bon que les règles d'attribution soient assouplies.

G) Pour la CGT, le site internet de l'EPAF n'est pas du tout intuitif. Il faudrait remettre en place le catalogue papier afin de pouvoir le consulter dans les services et en discuter entre collègues et en famille.

Ce support correspond à un besoin réel.

Par ailleurs, il nous est remonté que l'utilisation des chèques vacances est difficile pour le paiement des prestations EPAF.

La délégation note une baisse de fréquentation des Colonies de Vacances (-30 % dans le Nord, -17 % au niveau national). Pour la CGT, il y a certainement un problème financier mais une réflexion plus large doit être engagée.

Questions diverses

Retraités : Le Délégué départemental confirme qu'il sera dans la lignée de son prédécesseur auprès des retraités. Si cette année, les retraités ont été exclus pour la saison musicale de l'Orchestre Nationale de Lille c'est que le quota des abonnements « actifs » était atteint.

Suite à la réaffectation de 2 % du budget de réserve, une sortie au Marché de Noël à Bruxelles le Samedi 21 décembre a été décidée.

Nous avons un bon écho de cette sortie de la part des collègues.

La CGT exige la réaffectation des 3 % restant ce qui correspondant à 5000 € sur le budget de l'Action Sociale du Nord.

En conclusion, pour la CGT, la géographie revisitée aura des effets collatéraux négatifs sur l'action sociale, en particulier la restauration. De plus, rien n'est prévu pour les collègues qui suivent leurs missions. La CGT demande le retrait du plan DARMANIN